Accusé de réception en préfecture

Date de télétransmission : 26-06-2025

Date de réception préfecture : 26-06-2025

Caux Seine agglo

ARRETE DE LA PRESIDENTE

**Arrêté prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à l'élaboration
du PLUi de Caux Seine agglo et à l'abrogation des cartes communales de
Anquetierville, Mirville, Ricarville, Saint-Gilles-de-Crétot et Saint-Nicolas-de-la-Haie
A.PTSP-01-25**

La Présidente de Caux Seine agglo,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Environnement, notamment les articles L. 123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-24 ;
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment son article L.153-19 ;
Vu la délibération D.293/11-17 du 14 novembre 2017 prescrivant l'élaboration du PLUi et définissant les modalités de concertation ;
Vu la délibération D.122/05-21 du 25 mai 2021 de notification complémentaire aux PPA ;
Vu le procès-verbal rendant compte du premier débat sur les orientations générales du PADD tenu le 08 mars 2022 ;
Vu le procès-verbal rendant compte du deuxième débat sur les orientations générales du PADD tenu le 17 septembre 2024 ;
Vu le procès-verbal rendant compte du troisième débat sur les orientations générales du PADD tenu le 03 décembre 2024 ;
Vu la délibération D.76/04-25 du 1er avril 2025 relative à l'arrêt de projet du PLUi ;
Vu la délibération D.75/05-25 relative au bilan de concertation ;
Vu les avis des personnes publiques associées ;
Vu la décision du Président du Tribunal Administratif de Rouen n° E25000032/76 en date du 15/05/2025 et du 22/05/2025 relative à la désignation de la commission d'enquête pour la procédure d'élaboration du PLUi et à l'extension de sa mission à l'abrogation des cinq cartes communales de Caux Seine agglo ;
Vu le dossier soumis à enquête publique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Objet, date d'ouverture et durée de l'enquête

Une enquête publique unique relative à l'élaboration du PLUi de Caux Seine agglo et à l'abrogation des cartes communales d'Anquetierville, Mirville, Ricarville, Saint-Gilles-de-Crétot et Saint-Nicolas-de-la-Haie sera organisée du lundi 25 août 2025 à 09h00 au mercredi 1er octobre 2025 à 17h00 (clôture de l'enquête) pour une durée de 38 jours consécutifs.

Elle vise à informer le public et à recueillir ses observations et propositions sur le projet de PLUi de Caux Seine agglo. Ce projet a pour but d'établir un document d'urbanisme appelé à se substituer aux documents d'urbanisme actuellement en vigueur sur les 50 communes membres de Caux Seine agglo.

Toutes les informations relatives à l'enquête pourront être consultées sur : <https://www.registre-numerique.fr/plui-caux-seine-agglo> et sur le site Internet de Caux Seine agglo (cauxseine.fr).

La Communauté d'Agglomération Caux Seine agglo est l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête.

Le siège de l'enquête publique est la Maison de l'Intercommunalité de Caux Seine agglo (Communauté d'Agglomération Caux Seine agglo - Allée du Câtillon - 76170 Lillebonne).

ARTICLE 2 : Désignation des membres de la commission d'enquête

Par décision n° E2500032/76 en date du 15/05/2025 et du 22/05/2025 pour l'extension de la mission, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Rouen a désigné en qualité de commissaires enquêteurs :

- Mme Ghislaine CAHARD (professeur des écoles retraitée), Présidente,
- Mme Françoise HEUACKER (attachée territoriale principale retraitée), membre titulaire,
- M. Jean-Marc VIRON (chargé d'affaires BTP retraité), membre titulaire,
- M. Alban BOURCIER, maître de conférences, membre suppléant.

ARTICLE 3 : Contenu du dossier d'enquête publique

Pendant la durée de l'enquête publique, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique comportant :

- La notice de présentation de l'enquête publique
- Le guide de présentation du dossier et son mode d'emploi
- Les pièces relatives au PLUi arrêté, les avis recueillis et les pièces administratives :
 - Le PLUi arrêté comportant une évaluation environnementale :
 - Pièce n° 1 : Le rapport de présentation
 - Pièce n° 2 : Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)
 - Pièce n° 3 : Le règlement écrit
 - Pièce n° 4 : Le règlement graphique
 - Pièce n° 5 : Les orientations d'aménagement et de programmation
 - Pièce n° 6 : Les annexes
 - Pièce n° 7 : Les servitudes d'utilité publique
 - Les avis réglementaires recueillis sur le projet de PLUi et celui de l'autorité environnementale
 - Les pièces administratives :
 - la délibération prescrivant l'élaboration du PLUi et définissant les modalités de concertation
 - la délibération d'évolution des objectifs de notification complémentaires aux PPA
 - les procès-verbaux relatifs aux 3 débats PADD
 - la délibération relative à l'arrêt de projet du PLUi
 - la délibération tirant le bilan de la concertation et le bilan de concertation annexé
 - la décision de désignation de la commission d'enquête et la décision d'extension de sa mission
 - l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique
 - les annonces légales annonçant l'enquête publique
- La notice explicative sur l'abrogation des cartes communales.

ARTICLE 4 : Evaluation environnementale

Le projet de PLU comporte une évaluation environnementale. Cette évaluation environnementale ainsi que son résumé non technique figurent dans le TOME 1.6 du Rapport de Présentation.

ARTICLE 5 : Modalités de consultation du dossier d'enquête publique

Le dossier d'enquête publique est consultable gratuitement pendant toute la durée de l'enquête :

- Partiellement au format papier (sans les tomes 6.3, 6.4 et 7.3) à dans les lieux suivants aux jours et heures habituels d'ouverture au public :
 - Maison de l'Intercommunalité de Caux Seine agglo
 - Mairie de Port-Jérôme-sur-Seine (commune déléguée de N.D- de Gravenchon)
 - Mairie de Rives-en-Seine (commune déléguée de Caudebec-en-Caux)
 - Mairie de Terres-de-Caux (commune déléguée de Fauville-en-Caux)
 - Mairie de Bolbec
- Intégralement de façon dématérialisée à l'adresse :
<https://www.registre-numerique.fr/plui-caux-seine-agglo>

Par ailleurs le dossier d'enquête est consultable sur le site cauxseine.fr.

En sus, il est possible de consulter les documents relatifs à l'enquête publique sur un poste informatique mis à disposition du public dans les lieux suivants aux jours et heures habituels d'ouverture au public :

- - Maison de l'Intercommunalité de Caux Seine agglo
 - Mairie de Port-Jérôme-sur-Seine (commune déléguée de N.D- de Gravenchon)
 - Mairie de Rives-en-Seine (commune déléguée de Caudebec-en-Caux)
 - Mairie de Terres-de-Caux (commune déléguée de Fauville-en-Caux)
 - Mairie de Bolbec
 - Mairie de La Frénaye
 - Mairie de Arelaune-en-Seine (commune déléguée de la Mailleraye-sur-Seine)
 - Mairie de Yébleron
 - Mairie de Gruchet-le-Valasse
 - Mairie de Saint-Gilles-de-Crétot
 - Mairie de Mirville
 - Mairie de Ricarville
 - Mairie d'Alvimare
 - Mairie de Mélamare

Dès la parution du présent arrêté, toute personne peut sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de Caux Seine agglo planification@cauxseine.fr).

ARTICLE 6 : Modalités d'enregistrement des observations

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra formuler ses observations et propositions dans les conditions suivantes :

- Par écrit (de manière manuscrite) à dans les registres d'enquête à feuillets non mobiles cotés et paraphés par le commissaire enquêteur mis à disposition du public dans les quatorze lieux où le dossier d'enquête publique est consultable depuis un poste informatique mis à disposition et mentionnés à l'ARTICLE 5,
- Par voie postale à où toute correspondance relative à l'enquête devra être adressée à l'attention de la commission d'enquête, à la Communauté d'Agglomération Caux Seine agglo - Maison de

l'Intercommunalité - Allée du Câtillon 76170 Lillebonne (en tant que siège de l'enquête).

Ces correspondances seront annexées au registre d'enquête papier situé au siège de l'enquête dans les meilleurs délais.

- Par voie électronique à l'adresse mail : plui-caux-seine-agglo@mail.registre-numerique.fr ou via le registre dématérialisé <https://www.registre-numerique.fr/plui-caux-seine-agglo>.

Toutes les observations adressées par courrier, voie électronique ou sur registre seront consultables sur le registre dématérialisé.

Les dépositions peuvent se faire de manière anonyme ou non. En cas de déposition non anonyme, les données sont susceptibles d'être mises en ligne avec le rapport d'enquête publique.

Les observations et propositions du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête (planification@cauxseine.fr).

ARTICLE 7 : Permanences des membres de la commission d'enquête

Les observations écrites et orales du public seront également recueillies par la commission d'enquête lors des 28 permanences suivantes :

- Lundi 25 août : 9h à 12h à la Maison de l'Intercommunalité Caux Seine agglo
- Mardi 26 août : 15h à 18h Mairie de Terres-de-Caux (commune déléguée de Fauville-en-Caux)
- Jeudi 28 août : 14h à 17h Mairie de Rives-en-Seine (commune déléguée de Caudebec-en-Caux)
- Vendredi 29 août : 9h à 12h Mairie de La Frénaye
- Mardi 2 septembre : 9h à 12h Mairie de Bolbec
- Mercredi 3 septembre : 9h à 12h Mairie de Yébleron
- Jeudi 4 septembre : 14h à 17h Mairie de Arelaune-en-Seine (commune déléguée de La Mailleraye sur Seine)
- Vendredi 5 septembre : 15h à 17h Mairie de Ricarville
- Samedi 6 septembre : 9h à 12h Mairie de Port-Jérôme-sur-Seine (commune déléguée de ND de Gravenchon)
- Lundi 8 septembre : 9h à 12h Mairie de Gruchet le Valasse
- Mardi 9 septembre : 14h à 17h Mairie de Mirville
- Mardi 9 septembre : 9h à 12h Mairie de Rives-en-Seine (commune déléguée de Caudebec-en-Caux)
- Jeudi 11 septembre : 9h à 12h Mairie de Terres-de-Caux (commune déléguée de Fauville-en-Caux)
- Vendredi 12 septembre : 16h à 19h à la Maison de l'Intercommunalité Caux Seine agglo
- Lundi 15 septembre : 15h à 18h Mairie d'Alvimare
- Mardi 16 septembre : 14h à 17h Bolbec
- Jeudi 18 septembre : 14h à 17h Mairie de Port-Jérôme-sur-Seine (commune déléguée de ND de Gravenchon)
- Vendredi 19 septembre : 14h à 17h Mairie de Yébleron
- Samedi 20 septembre : 9h à 12h Mairie de Rives-en-Seine (commune déléguée de Caudebec-en-Caux)
- Lundi 22 septembre : 10h à 12h Mairie de Mélamare
- Mardi 23 septembre : 15h30 à 18h30 Mairie de La Frénaye
- Mercredi 24 septembre : 9h à 12h Mairie de Bolbec
- Jeudi 25 septembre : 16h à 18h30 Mairie de Saint Gilles de Crétot
- Vendredi 26 septembre : 13h30 à 16h30 Mairie de Terres-de-Caux (commune déléguée de Fauville-en-Caux)
- Vendredi 26 septembre : 9h à 12h Mairie de Arelaune-en-Seine (commune déléguée de La Mailleraye sur Seine)

- Lundi 29 septembre : 9h à 12h Mairie de Port-Jérôme-sur-Seine (commune déléguée de ND de Gravenchon)
- Mardi 30 septembre : 14h à 17h Mairie de Gruchet le Valasse
- Mercredi 1er octobre : 14h à 17h à la Maison de l'Intercommunalité Caux Seine agglo

ARTICLE 8 : Information du public

Le présent arrêté fera l'objet de mesures de publicité quinze jours au moins avant le début de l'enquête (fixé au 25 août) et sera rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, par insertion dans deux journaux locaux habilités à la publication d'annonces légales, diffusés dans le département (Courrier Cauchois et Paris Normandie).

Dans les mêmes délais, et pendant toute la durée de l'enquête publique, un avis d'enquête publique sera :

- publié sur le site Internet de Caux Seine agglo (cauxseine.fr),
- publié à l'adresse <https://www.registre-numerique.fr/plui-caux-seine-agglo>,
- affiché au siège de la Communauté d'Agglomération Caux Seine agglo,
- affiché en mairie des communes membres de Caux Seine agglo.

Toutes les informations relatives à l'organisation de l'enquête publique peuvent être demandées à la Communauté d'Agglomération Caux Seine agglo (planification@cauxseine.fr qui est l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête.

ARTICLE 9 : Clôture de l'enquête

A l'expiration du délai d'enquête, les registres seront transmis sans délai à la Présidente de la commission et clos par elle.

Dans le délai de huit jours suivant la réception des registres d'enquête, la commission rencontrera le responsable du projet de PLUi et lui communiquera les observations et propositions du public consignées dans un procès-verbal de synthèse.

La Communauté d'Agglomération Caux Seine agglo disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses éventuelles réponses au procès-verbal de synthèse.

ARTICLE 10 : Restitution du rapport, des conclusions et de l'avis motivé de la commission d'enquête

A défaut d'une demande motivée de report de délai auprès de Madame la Présidente de Caux Seine agglo par Madame la Présidente de la commission d'enquête, dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, la commission d'enquête remettra à la Communauté d'Agglomération Caux Seine agglo son rapport ainsi que ses conclusions et avis motivé sur le projet de PLUi et l'abrogation des cartes communales des communes précitées à l'article 1.

La commission adressera simultanément une copie du rapport et des conclusions à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Rouen.

Ces documents seront tenus à la disposition du public pendant 1 an à compter de la date de clôture de l'enquête à la Maison de l'Intercommunalité, sur le site Internet de Caux Seine agglo, dans les communes membres de Caux Seine agglo et à la Préfecture de Seine-Maritime.

ARTICLE 11 : Décision à l'issue de l'enquête

A l'issue de l'enquête, le PLUi éventuellement modifié pour tenir compte des avis des personnes publiques associées joints au dossier, des observations et propositions du public et du rapport de la commission d'enquête, sera soumis à l'approbation du conseil communautaire par délibération. L'abrogation des cartes communales d'Anquetierville, Mirville, Ricarville, Saint-Gilles-de-Crétot et Saint-Nicolas-de-la-Haie sera également soumise à l'approbation du conseil communautaire par délibération.

ARTICLE 12 : Notification

Madame la Présidente de Caux Seine agglo et Madame la Présidente de la commission d'enquête sont chargées chacune en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté. Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Maritime
- Monsieur le Président du Tribunal administratif
- L'ensemble des maires des communes membres de Caux Seine agglo
- La commission d'enquête
- Monsieur le Directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de Seine-Maritime.

Fait à Lillebonne, le 26 juin 2025

La Présidente

Virginie LUTROT

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.